

Tout l'Emploi

Tout l'Immobilier  
1227 Carouge GE  
022/ 307 02 20  
www.toutimmo.ch

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 181'928  
Parution: hebdomadaire



N° de thème: 844.3  
N° d'abonnement: 844003  
Page: 8  
Surface: 49860 mm<sup>2</sup>

L'EEE vingt ans plus tard: retour sur un «non»

## Le «politiquement correct» européen se porte bien

Le livre de François Schaller, «L'Esprit de résistance»\*, revient sur la campagne qui a précédé le vote sur l'Espace Economique Européen (EEE), le 6 décembre 1992. Vingt ans après le non du peuple suisse - ou faudrait-il plutôt dire le «nein»? -, vécu comme une catastrophe en Suisse romande (Genève avait voté «oui» à 78%, tout comme Vaud), l'heure est à l'eurosepticisme, face notamment à la crise de la monnaie unique. A l'époque l'un des très rares partisans déclarés du refus à l'EEE en Romandie, François Schaller, apparaît désormais comme un précurseur.

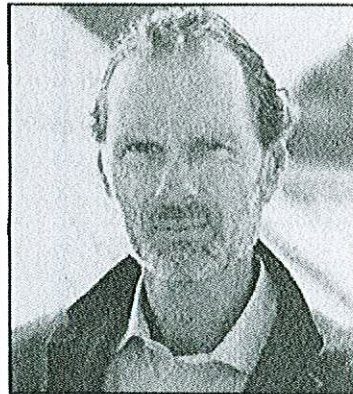
Mohammad Farrokh

Vingt ans après le «non» à l'EEE, les Suisses ont tout lieu de s'en féliciter: peu de gens souhaiteraient avoir des euros sur leur compte en banque à la place de francs, même si la Confédération investit aujourd'hui des milliards pour sauver l'euro. L'écoulement du temps explique l'absence de reproches à l'encontre de ceux qui voulaient, et pour certains veulent toujours, pousser la Suisse dans les bras de l'Union européenne. A l'inverse, les défenseurs du «non» font toujours figure d'accusés: ils ont eu raison avant tout le monde, mais personne ou presque leur en sait gré.

Parmi eux François Schaller, l'actuel rédacteur en chef de l'«Agefi» qui, dans «L'Esprit de résistance», raconte comment il a été le seul à animer la campagne pour le «non» en Romandie, avec le journal qu'il avait créé pour l'occasion, «Suisse Info». Seul soutien: Martin Chevallaz, fils du conseiller fédéral,

vice-président de l'Association pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN), qui lui prête 2000 francs à titre privé, une somme que François Schaller se fera un devoir de rembourser rapidement pour affirmer son indépendance.

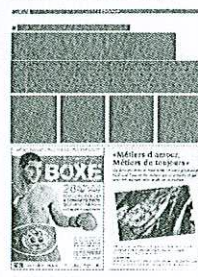
Car l'homme est décidément un franc-tireur, convaincu que la Suisse est depuis longtemps une terre d'immigration et qu'elle va le rester. Mais n'est-ce pas précisément là le paradoxe européen que de construire des murs aux frontières de l'UE tout en défendant bruyamment la liberté et les droits de l'homme? En 1992, même les rares sympathisants de François Schaller se cachaient. «Quelques connaissances m'ont fait comprendre qu'elles ne pouvaient pas se compromettre. La détermination des européistes, pensaient-elles, ne laissait aucun doute sur l'ampleur des représailles au lendemain du 6 décembre», se souvient l'auteur de «L'Esprit de résistance».



► François Schaller, un visionnaire.

### Coup de pouce suisse à Maastricht

Cette certitude de la victoire du «oui» était telle que les défenseurs du Traité de Maastricht, alors soumis à référendum en France, allaient en tirer argument: si même la Suisse s'apprêtait à rejoindre l'Europe, les Français n'avaient plus aucune raison de s'y opposer. Le 20 septembre 1992, les Français allaient finalement approuver à 51% le Traité de Maastricht, qui a jeté les bases de la monnaie



unique. «En contribuant à faire passer Maastricht en France, l'argument suisse a peut-être sauvé l'Union européenne in extremis», estime aujourd'hui François Schaller.

Car Maastricht reste la pierre de touche de la construction européenne, que l'auteur de «L'Esprit de résistance» qualifie de «fédéralisme rampant». Le qualificatif est dur, mais justifié dans la mesure où l'art de Maastricht

a consisté à préparer le terrain à une Europe fédérale... sans jamais utiliser ce mot.

Quant à l'argument d'une Suisse modèle pour l'Europe, François Schaller le rejette. D'ailleurs, l'UE ne veut à aucun prix de la démocratie directe, susceptible de remettre en cause un projet qui avance sur le principe de l'engrenage. Quant à la neutralité, elle est incompatible avec

le projet fédéraliste européen. Malgré ces incompatibilités, le risque d'une adhésion précipitée de la Suisse à l'UE n'est pas nul. Il suffirait pour cela que se lève un vent de panique, dévastateur dans le climat de conformisme intellectuel et moral qui caractérise la Suisse depuis deux décennies. ■

\*Editions Slatkine, Genève, février 2012. 308 pages.



► En 1992, pour les Conseillers fédéraux Jean-Pascal Delamuraz et René Felber, ne pas entrer dans l'EEE semblait être une catastrophe nationale.